



PROCEDURE N°2025-03

OBJET :
**ACCORD-CADRE DE PRESTATION
DE SERVICES EN
TRANSPORT EXPRESS**

Réponses aux questions des candidats

QUESTIONS – REPONSES du 11 avril 2025

**PROLONGATION DE LA DATE LIMITE DE REMISE DES
OFFRES AU LUNDI 12 MAI 2025 A 14H00**

Les documents suivants ont été modifiés :

- **Cahier des Clauses Particulières (CCP)**
- **Cadre de Réponse Technique (CRT)**

**Les modifications/ ajouts au sein des documents apparaissent en
surbrillance.**

Question 1 :

Article 7.1 Contenu du portail Web et Compte client du CCP : « L'interface précise le prix correspondant à la prestation souhaitée dans le respect du bordereau de prix unitaires en cours de validité, y compris toute surcharge ou taxe (dont surcharge fuel), et précise également le coût de l'assurance ad valorem.

L'interface inclut et présente l'ensemble de la documentation commerciale, technique et environnementale. [...] » et article 7.2 *Mise à jour du portail Web* du CCP.

Dans le cas où l'interface ne précise pas le prix, un calculateur transmis en annexe du portail web est-il accepté ? Le cas échéant, une mise à jour mensuelle de la surcharge carburant, peut-elle être intégrée au calculateur ?

Réponse 1 :

Un calculateur annexe peut être accepté et la mise à jour de la surcharge carburant pourra être effectuée par ce biais.

Le cas échéant, le calculateur devra être mis à disposition, maintenu et mis à jour par le soumissionnaire. Dans le cas d'un lien, celui-ci doit être stable et accessible durant toute la durée de l'accord-cadre (hors maintenance).

Ses modalités d'accès, de mises à jour, de maintenance, de mise en place et/ ou déploiement, devront être décrites en détail au Cadre de Réponse Technique (CRT).

Le CCP et le CRT ont été modifiés afin d'ouvrir cette possibilité pour l'ensemble des opérateurs économiques souhaitant soumettre une offre.

Question 2 :

Article 10.3 Révision des prix de l'Accord-cadre du CCP : validité de l'indice.

Réponse 2 :

L'indice INSEE 010766773 « Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 52.29 – Messagerie, fret express - Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766773 » est valide, il est consultable via le lien suivant :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766773>

Question 3 :

Article 13.1 Pénalités applicables par la DDAI du CNRS du CCP : Est-il possible de revoir l'application de pénalités pour des demandes hors contrat ? Ainsi que les pénalités liées au retard de livrables ?

Réponse 3 :

La pénalité relative aux commandes hors contrat est supprimée. Le soumissionnaire s'engage cependant à tout mettre en œuvre pour borner les commandes, via les comptes client, au périmètre de l'accord-cadre. Cette obligation de moyen lui est rappelé à l'article 7.1 du CCP.

Toutefois, les pénalités liées au retard des livrables sont maintenues en l'état. Il est cependant ajouté que celles-ci ne seront appliquées qu'après une relance restée infructueuse.

Le CCP a été modifié en ce sens.

Question 4 :

Article 13.2 Pénalités applicables par les unités CRNS du CCP : Est-il possible de limiter les pénalités de retard de livraison au prix du transport ?

Réponse 4 :

Au vu du montant moyen d'un envoi (29euros), nous acceptons de limiter les pénalités de retard de livraison au prix du transport.

L'article 13.2 du CCP a été modifié en ce sens. Ainsi, la pénalité relative au retard de livraison est formalisée comme suit : « **Au-delà de 72h de retard de livraison, le montant du transport ne sera pas facturé.** »

Question 5 :

Article 16.2 Assurance relative aux marchandises transportées du CCP : explicitez ce qui est attendu.

Réponse 5 :

L'article 16.2 du CCP stipule que : « Les risques liés au transport des envois sont couverts par une police d'assurance du Titulaire dite ad valorem. Par défaut, les marchandises sont assurées ad valorem, tous risques, sans franchises ».

Cela signifie que l'assurance ad valorem doit être sélectionnée **par défaut** (paramétrage dédié dans l'application web). L'expéditeur précise la valeur du bien à transporter et donc à assurer.

Pour une meilleure compréhension la formulation de l'article a été revue comme suit :

« Les risques liés au transport des envois **doivent être** couverts par une police d'assurance du Titulaire dite ad valorem.

Par défaut, les marchandises **doivent être** assurées ad valorem, tous risques, sans franchises. [...] »

Pour permettre aux opérateurs économiques de répondre sur la base de ces nouveaux éléments, la **date limite de remise des offres est prolongée jusqu'au lundi 12 mai 2025 à 14h00.**